



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
sur la formation de professionnel/-les
du développement durable
France



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

APPEL À COMMUNICATION

Colloque international
de la Chaire UNESCO « Formation de professionnel/les de développement durable »
(Université Bordeaux Montaigne - LAM)
et de la Chaire UNESCO en cours de création
« Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir » *(Paris 1 - IEDES)*

**« Les acteurs de l'aide internationale :
vers quels savoirs, engagements et compétences ? »**

Bordeaux, 11 et 12 septembre 2017

Ce colloque international est organisé par l'UMR Les Afriques dans le Monde (LAM) (IEP Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne) et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et IRD) et le GRET. Il se tiendra les 11 et 12 septembre 2017 à Bordeaux. Cet événement célèbre également le 15^e anniversaire de la Licence professionnelle « Chargé-e de projets en solidarité internationale et développement durable » portée par la Chaire UNESCO de l'Université Bordeaux Montaigne (STC/IATU).

Vingt ans après la vague de professionnalisation que connaissent les secteurs de l'aide internationale, ce colloque vise à faire un point sur les évolutions et mutations intervenues depuis lors, tant en ce qui concerne les types d'acteurs institutionnels et/ou individuels, leurs logiques d'engagements et leurs modes d'action et plus largement sur leurs pratiques professionnelles. Plusieurs travaux ont traité de ces questions, qu'il s'agisse de travaux sur l'histoire de l'aide (Atlani-Duault et Vidal, 2009 ; Ryfman, 2012 ; Barnett, 2011) ou des institutions (Brodiez, 2006 et 2009), ou encore, de la socio-anthropologie s'intéressant aux parcours des acteurs de l'aide, aux logiques et tensions liées à leur professionnalisation (Dauvin et Siméant, 2002 ; Mosse, 2011 ; Fechter et Hindman, 2011).

L'ambition de ce colloque est aussi de décrypter quelques pistes d'inflexions, de compléments, d'évolution des filières et dispositifs de formation (initiale mais aussi continue) préparant aux missions de plus en plus complexes confiées aux acteurs de l'aide et ce, pour alimenter la nécessaire approche réflexive des milieux professionnels sur eux-mêmes.





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
sur la formation de professionnel/-les
du développement durable
France



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide publique au développement (Doucouliagos et Paldam, 2009 ; Guillaumont et Wagner, 2013) et le passage aux OMD, puis aux ODD ont modifié le paysage dans lequel ces acteurs interviennent et interagissent. L'évolution de la nature des financements les a poussés à renouveler leurs modes de fonctionnement et leurs partenariats (Johansson et al., 2010 ; Elbers et Arts, 2011 ; Krätli, Monimart et al., 2014), en tendant vers une « diplomatie économique ». La complexification des enjeux géopolitiques des pays et territoires d'interventions, que ce soit en matière de développement ou d'urgence, modifie en profondeur les représentations, motivations et pratiques de travail. Les profils des acteurs ont changé ; on constate par exemple la place grandissante des gestionnaires et des financiers, la montée en puissance des professionnels nationaux/ales (liée à la structuration de la société civile aux Suds) et aussi une féminisation. De nouveaux métiers ont émergé, parfois complémentaires mais aussi concurrents exigeant de nouvelles compétences et connaissances. En regard de ces mutations, on constate un redéploiement des dispositifs de formation et notamment l'émergence de formations spécifiques dans les pays d'interventions.

Différentes familles d'acteurs sont actives dans ces processus de changements. Le terme « acteur » est employé dans un sens large englobant des institutions de différentes natures : les ONG, avec leurs statuts, finalités et modèles économiques qui diffèrent selon les contextes et évolutifs dans le temps (concentration, internationalisation, ONG-entrepreneur, partenariat avec secteur privé,...) ; les bailleurs publics « classiques » et les nouveaux venus du secteur privé (business social, économie sociale et solidaire, fondations d'entreprises,...) ; mais aussi les individus qui composent ces acteurs institutionnels ou qui s'engagent individuellement ou en petits groupes dans la coopération et la solidarité internationales, en tant que professionnels ou bénévoles. Au cœur de l'approche « acteur » se situent les ressources humaines dont les compétences évoluent sans cesse, pour s'adapter aux contextes changeants. L'évolution des métiers entraîne une évolution des formations, ainsi que des modes d'acquisition, de renforcement et d'adaptation des connaissances et compétences. Les acteurs seront analysés dans leur diversité, en intégrant les enjeux de leurs statuts très divers (salarié.e, bénévole, volontaire, expert.e, stagiaire, ...) et souvent variables dans le temps, en passant par la question de la reconnaissance de différents types de métiers de la coopération et la solidarité internationales.

Pour apporter un éclairage sur ces changements en cours, le colloque s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire. Il sollicite des contributions mobilisant des concepts et outils forgés dans les disciplines telles que les sciences politiques, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, les sciences de l'éducation, l'économie, mais aussi les sciences de l'ingénierie mobilisées dans ces milieux professionnels. Une place importante sera accordée aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationales qui seront partie prenante aux échanges sur ces questionnements scientifiques. Le colloque souhaite croiser des résultats de travaux de recherches et recherches-actions, en restant vigilant.es sur les interactions avec la formation des acteurs.



Professionnels du
développement
solidaire



Evaluer • Echanger • Eclairer



Institut
d'aménagement,
de tourisme & d'urbanisme



Université
BORDEAUX
MONTAIGNE



Les Afriques dans le monde



Institut de Recherche
pour le Développement
FRANCE



Développement et Sociétés



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
sur la formation de professionnel/-les
du développement durable
France



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

L'objectif est de rassembler et faire dialoguer des acteurs de la recherche, de l'aide internationale et de la formation autour de trois axes non exclusifs les uns des autres, qui sont :

Axe 1 – Comment agir en acteur de changement ?

La transformation des profils des praticiens est en partie impulsée par l'introduction d'approches « projets » plus participatives et processuelles, par l'émergence de démarches réflexives de capitalisation d'expériences, et enfin, par des partenariats de plus en plus fréquents avec le monde de la recherche, notamment en sciences sociales. La critique de l'approche projet qui prétend pouvoir « prédire » l'évolution d'un projet et de ses effets sur toute sa durée continue à être étudiée (Garnaud et Rochette 2012, Brière et Proulx 2013, Tsayem Demaze, 2013) ; elle pointe les limites de ce modèle prédominant. Dans le même temps, les approches dites participatives dans toutes leurs déclinaisons se déploient, en proposant de modifier la position de l'acteur. Ce dernier n'est plus seulement amené à mettre en œuvre des projets, mais se voit aussi confier la charge d'accompagner l'émergence d'une vision « locale » des changements souhaités et d'appuyer la co-conception de solutions appropriées, en mobilisant des parties prenantes très diverses. L'engouement pour les approches participatives s'est accompagné d'une lente prise de conscience des risques de reproduction, voire de renforcement d'inégalités locales à l'intérieur des processus participatifs pilotés, voire imposés de l'extérieur. Ainsi, émergent de manière concomitante, d'un côté, les critiques à l'endroit des « transferts de normes occidentales » et de l'autre, une approche par les droits pensés comme universels. Dans ce contexte, les « approches orientées changement » ont fait leur entrée pour (re)mettre le projecteur sur les jeux d'acteurs et la dimension processuelle d'un projet (F3E, 2016). Dès lors, la question de la gestion des connaissances et de la capitalisation des expériences revêt des enjeux renouvelés pour des acteurs appelés à devenir et rester « apprenants », dans une posture de transmission, mais aussi de réciprocité. Enfin, chercheur.es et connaissances scientifiques sont fréquemment mobilisés dans l'accompagnement, le montage, ou l'évaluation de projet et de protocoles de recherches-actions (Lavigne Delville, 2016). Au travers de ces outils, méthodologies, démarches et partenariats, quelles nouvelles compétences sont aujourd'hui requises aux praticiens de l'aide internationale pour agir comme « acteurs du changement » ? Comment saisir ces « nouvelles » méthodologies, l'évolution de l'une à l'autre et leur influence sur le rôle des acteurs ? Dans quelles mesures, l'exercice de capitalisation et son apprentissage modifient-ils leurs savoirs et leurs pratiques ? Quel dialogue, quelles appropriations mutuelles et quelles collaborations entre les praticien.nes de l'aide et le monde de la recherche ?

Axe 2 – Quels processus de professionnalisation ? : Nombres d'acteurs de l'aide internationale trouvent leurs origines dans des engagements missionnaires, militants, caritatifs, ou politiques (Maietta, 2015). Cet axe entend observer la reconfiguration de ces raisons et modes d'interventions (Cumming, 2008, Hailey 2000) et notamment de la part de nouveaux acteurs « hybrides » : ONG bureaux d'études, bureaux d'études coopératifs, entreprises sociales et solidaires, ONG entreprises qui ajoutent une dimension marchande à l'équilibre entre professionnalisme et militance. Les coopérations décentralisées ont, elles aussi, beaucoup changé et deviennent de véritables politiques économiques et stratégiques de la part de collectivités territoriales soucieuses de se construire une visibilité ; à cette tâche est mobilisée un





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
sur la formation de professionnel/-les
du développement durable
France



Université
BORDEAUX
MONTAIGNE



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

personnel hétéroclite, de formation, de trajectoires professionnelles et de statuts divers. On interrogera ici les contours et dynamiques de ces processus de professionnalisation et la constitution formelle ou informelle de métiers qui en découlent. L'axe s'inscrit dans le prolongement des analyses existantes sur ces thèmes (*Revue Tiers Monde*, 4/2004, McCusker 2008, Saurugger et Eberwein 2009, Buth 2011, Le Naëlou 2013). Il s'agit de voir comment les changements socio-institutionnels intervenus au nom de l'efficacité et de l'efficacité ou suite à d'autres ruptures orientent le processus de professionnalisation. Comment ont évolué ces processus ? Quels effets ont-ils aux niveaux individuel, organisationnel, voire structurel ? Quels nouveaux profils d'acteurs, professions et compétences la professionnalisation produit-elle ? Comment modifie-t-elle les modalités des engagements des professionnels (bénévoles, volontaires, salarié.es, expert.es, élu.es, agents publics, chercheur.es, etc.) ? Comment les acteurs s'ajustent-ils aux difficultés et contraintes ? Comment cette professionnalisation se diffuse-t-elle entre pays des Suds et Nords ? Et quels en sont les effets sur le « marché » de l'aide internationale ?

Axe 3 – Quels enjeux pour la formation ? Le colloque entend intégrer aux réflexions sur les mutations des missions, structures et motivations d'agir, une attention à la question des formations à des métiers de plus en plus complexes. Il s'agira de revenir sur les nouvelles compétences visées par les fonctions d'agent de changements, voire de transformations sociétales, de « pilote » de processus participatifs, sachant intégrer les enjeux interculturels et politiques, tenir compte des inégalités de genre, de l'intersectionnalité, (Ordioni 2005). Se pose aussi la question de l'équilibre entre ces compétences techniques, celles liées aux démarches linéaires de cycle de projet, et leur quantification codifiée par les bailleurs de fonds et les compétences qui répondent à la complexité des processus en cours. Et sur un autre plan, on s'interroge sur les orientations des formations initiales, alors que l'expatriation semble être pour beaucoup – par choix ou par défaut – une étape dans une carrière plus longue et tournée davantage vers le local. Quelles transmissions, et pour quels enjeux techniques, sociétaux, environnementaux, globaux ? Comment former des « catalyseurs de changement », des professionnel.les apprenant.es qui entendent assurer une démarche de réciprocité ? Comment le numérique, tels que les MOOC (*massive open online course*) modifient-ils les processus de formation aux métiers de l'aide internationale ? Comment professionnaliser les militant.es ? Comment entretenir l'engagement dans la formation de professionnel.les ? Comment les ONG, les réseaux multi-acteurs et d'autres organismes prennent en compte ces évolutions dans leurs pratiques de formation ?

L'intention est de croiser des recherches sur les enjeux des formations dans différents contextes, concernant des formations initiales et continues, académiques et/ou professionnelles, aux Nords et aux Suds géopolitiques, mais aussi celles virtuelles qui dépassent les ancrages territoriaux et font face à d'autres enjeux.





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
sur la formation de professionnel/-les
du développement durable
France



Calendrier

Date limite pour réception des propositions de communication : 3 mai 2017

Réponse au plus tard au 24 mai 2017 après examen par le conseil scientifique

Date limite pour l'obtention des communications : 31 août 2017

Publication des actes : 2018-2019 ¹

Les propositions de communication comporteront les éléments suivants :

Auteur-es, fonction, affiliation institutionnelle

Titre & résumé (environ 500 mots)

Envoi avant le 28 avril à Elisabeth HOFMANN elisabeth.hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr, Anne LE NAËLOU anne.Le-Naelou@univ-paris1.fr et François ENTEN enten@gret.org

Conseil scientifique

Véronique ANDRE-LAMAT, MCF, PASSAGES / UBM

Jean-Philippe BERROU, MCF, LAM / IEP

Jean-Etienne BIDOÛ, IFREE (chercheur émérite)

Cécile BROUTIN, MCF associée, LAM / UBM

Bernard CALAS, PR, UBM / LAM

Odile CASTEL, MCF, Université Rennes 1

Rohen D'AIGLEPIERRE, Chargé de recherches, AFD

Dominique DARBON, PR, LAM/IEP

François DOLIGEZ, Agro-économiste, IRAM

Isabelle DROY, Chargée de recherche, IRD, UMI Resiliences

François ENTEN, Responsable animation scientifique, GRET

Jean-Philippe FONTENELLE, Bordeaux Sciences Agro

Claire GONDARD-DELCROIX, MCF, UB/Gretha

Elisabeth HOFMANN, MCF, LAM/UBM

Alain KIYOUNDOU, MCF, Mica/UBM

Anne LE NAËLOU, MCF, IEDES/Université Paris1 Panthéon-Sorbonne

Kamala MARIUS, MCF (HDR), LAM / UBM

Marie MELLAC, MCF, PASSAGES / UBM

Delphine VINCENOT, F3E / doctorante au LCSP de Paris 7

Rodolphe WAMBA, PR, Université de Yaoundé 1

¹ Une sélection des communications de ce colloque pourra constituer la base d'un numéro thématique conjoint de la revue *Politique Africaine* éditée par le LAM et Karthala et de la *Revue internationale des études du développement* (anc. *Revue Tiers Monde*) éditée par de l'Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (horizon début 2019)





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chaire UNESCO
sur la formation de professionnel/-les
du développement durable
France



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Bibliographie

- Atlani-Duault L. et Vidal L. 2009, *Anthropologue de l'aide humanitaire et du développement*, Paris : Armand Colin.
- Barnett M. N., 2011, *Empire of Humanity : A History of Humanitarianism*, Ithaca & London : Cornell University Press.
- Brière S. et Proulx D., 2013, « La réussite d'un projet de développement international : leçons d'expérience d'un cas Maroc-Canada », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 1 (79), 171-191.
- Brodiez A., 2006, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Brodiez A., 2009, « Entre social et humanitaire : générations militantes à Emmaüs (1949-2009) », *Le Mouvement Social*, 227, 85-100.
- Buth V., *Professionalisation of NGOs: Friend or Foe of Grassroots Representation?*, communication de colloque, <https://ecpr.eu/Filestore/PaperProposal/e727a8d0-557d-486e-8922-af563929f245.pdf>
- Dauvin P. et Siméant J., 2002, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Doucouliagos H. and Paldam M., 2009, « The Aid Effectiveness Literature: the sad Results of 40 Years of Research ». *Journal of Economic Surveys*, 23 (3), 433-461.
- Elbers W. et Arts B., 2011, « Comment joindre les deux bouts : les réponses stratégiques des ONG du Sud aux conditions imposées par les bailleurs de fonds », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 177 (4), 713-732.
- F3E, 2016, *Les approches orientées changements. Animer un atelier « visions et chemins de changement. Retours d'expériences issues du programme PRISME*, http://f3e.asso.fr/media/transfert/doc/guide_prisme_f3e_2016_v2.pdf.
- Fechter A.-M. et Hindman H., 2011, *Inside the Everyday Lives of Development Workers, The challenges and Futures of Aidland*, Sterling : Kumarian Press.
- Garnaud B. et Rochette J., 2012, « Rôle et limites de l'approche projet dans l'aménagement du littoral à Nador (Maroc) ». *Revue Tiers Monde* 211, 169-188.
- Guillaumont P. et Wagner L., 2013, « L'efficacité de l'aide pour réduire la pauvreté : leçons des analyses transversales et influence de la vulnérabilité des pays », *Revue d'économie du développement*, 4(21), 115-164.
- Johansson K.E.V., Elgström O., Kimanzu N., Nylund J-E. and Persson R., 2010. Trends in Development Aid, Negotiation Processes and NGO Policy Changes. *Voluntas* 21 (3), 371-392.
- Krätli Saverio, Monimart Marie, Jalloh Blamah, Swift Jeremy, Hesse Ced, 2014, « Accompagner la mobilité pastorale au Tchad. Construction d'un modèle innovant d'intervention pour le développement », *Afrique contemporaine*, 1(249), 69-82.
- Lavigne Delville P., 2016, *Socio-anthropologue dans une organisation non gouvernementale. Réflexions autour d'une pratique au sein du Gret*, Nogent-sur-Marne, Gret, Coopérer aujourd'hui n°78.
- Le Naëlou A, 2013, « Parcours de jeunes diplômés dans le champ du développement : miroirs d'un secteur qui change », *Sociologies pratiques*, 2 (27), pp. 43-57.
- McCusker M., 2008, *The politics and micro-politics of professionalization : an ethnographic study of a professional NGO and its interface with the state*, Thèse de doctorat, Stellenbosch University.
- Maietta M., 2015, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », *Revue internationale et stratégique*, 2015/2 (n° 98)
- Mosse D., 2011, *Adventures in Aidland : The anthropology of professionals in international development*, New York, Oxford : Berghan Books.
- Odioni N., 2005, « L'approche genre, outil de développement ou dispositif idéologique ? » In *Quels acteurs pour quels développements*, Paris : GEMDEV et Karthala.
- Ryfmann P. 2012, *Histoire de l'humanitaire*, Paris : La Découverte.
- Saurugger S. and Eberwein W.D, 2009, *Professionalization and Participation. NGOs and global participatory democracy ? A Research Agenda*, Communication de colloque, *International Political Science Convention*, Santiago di Chile.
- Tsayem Demaze M., 2013, « Les retombées du 'Mécanisme pour un Développement Propre' pour les pays en développement : une faible réception de technologie et un développement durable vague », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 262, 247-276.

